

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 2798

[C — 2009/03302]

**17 JUILLET 2009.** — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de règlement des sinistres en cas de terrorisme, constitué par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, notamment l'article l'article 5, § 2;

Vu le règlement d'ordre intérieur tel que rédigé par le Comité de règlement des sinistres en cas de terrorisme le 19 mai 2009;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur tel que rédigé par le Comité de règlement des sinistres en cas de terrorisme le 19 mai 2009 est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre qui a les Assurances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Annexe

Règlement d'ordre intérieur

Comité de règlement des sinistres en cas de terrorisme

Règlement d'ordre intérieur

**TITRE I<sup>er</sup>. — Les séances du Comité**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générale**

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le Comité se réunit à la demande du Conseil des Ministres, d'un membre de la personne morale (ci-après « la Personne morale ») visée à l'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (ci-après « la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 ») ou de trois membres du Comité. Le Comité peut être convoqué par courrier recommandé, par télécopie ou par courrier électronique.

§ 2. Lors de la première réunion concernant un événement, le Comité fixe le calendrier de ses réunions conformément à l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007. Le président peut fixer des séances complémentaires de sa propre initiative ou à la demande de trois membres.

§ 3. Les séances ne sont pas publiques.

**CHAPITRE II. — Le président**

Art. 2. Le président établit l'ordre du jour des réunions. Il ouvre et clôture les séances du Comité. Il dirige les débats.

Art. 3. Le président désigne un membre chargé de le remplacer en cas d'empêchement.

Le président ou la personne désignée par lui peuvent demander des données complémentaires aux personnes, visées à l'article 19, et conformément à cet article.

### FEDERALE OVERHEIDSSTIJL FINANCIEN

N. 2009 — 2798

[C — 2009/03302]

**17 JULI 2009.** — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Comité voor schadeafwikkeling bij terrorisme, opgericht bij artikel 5, § 1 van de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme, inzonderheid op artikel 5, § 2;

Gelet op het huishoudelijk reglement dat het Comité voor schadeafwikkeling bij terrorisme, op 19 mei 2009 vastgesteld heeft;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het huishoudelijk reglement zoals vastgesteld door het Comité voor schadeafwikkeling bij terrorisme, op 19 mei 2009 wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgische Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister bevoegd voor Verzekeringen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Bijlage

Huishoudelijk reglement

Comité voor schadeafwikkeling bij terrorisme

Huishoudelijk reglement

**TITEL I. — De zittingen van het Comité**

**HOOFDSTUK I. — Algemeene Bepaling**

Artikel 1. § 1. Het Comité komt samen op vraag van de Ministerraad, een lid van de rechtspersoon (verder afgekort als de Rechtspersoon), bedoeld in artikel 4 van de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme (verder afgekort als de Wet van 1 april 2007), of van drie leden van het Comité. De oproeping kan geschieden bij aangetekend schrijven, bij fax of bij e-mail.

§ 2. Bij de eerste vergadering over een gebeurtenis legt het Comité een kalender vast van zijn vergaderingen, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 1 april 2007. De voorzitter kan, op eigen initiatief of op vraag van drie leden, bijkomende zittingen vaststellen.

§ 3. De zittingen zijn niet openbaar

**HOOFDSTUK II. — De voorzitter**

Art. 2. De voorzitter stelt de agenda van de vergaderingen vast. Hij opent en sluit de zittingen van het Comité. Hij leidt de debatten.

Art. 3. De voorzitter duidt een lid aan dat belast wordt de voorzitter te vervangen in geval hij weerhouden is.

De voorzitter of een door hem aangeduide persoon kunnen bijkomende gegevens vragen aan de personen, bedoeld in en overeenkomstig artikel 19.

Art. 4. Il est alloué au président, aux frais de la Commission bancaire, financière et des assurances (ci-après « la CBFA »), une indemnité forfaitaire de 200 euros par réunion du Comité.

### CHAPITRE III. — *Le rapporteur*

Art. 5. Le représentant de la CBFA, qui dispose d'une voix consultative, exerce la fonction de rapporteur au sein du Comité.

Le rapporteur s'assure que le Comité dispose de tous les éléments pour pouvoir rendre une décision motivée. A cette fin, à la demande du président ou du Comité, il peut demander tous renseignements et documents utiles, conformément à l'article 19.

Le rapporteur co-signe, avec le président, les décisions prises par le Comité.

### CHAPITRE IV. — *Le secrétariat*

Art. 6. Un secrétaire est désigné sur proposition du président. Le secrétariat est placé sous l'autorité du président.

Art. 7. Le secrétariat est chargé de la préparation de l'ordre du jour et de la rédaction des procès-verbaux. Ceux-ci sont conservés au siège de la CBFA.

Art. 8. Il est dressé procès-verbal des séances du Comité. Après leur approbation, ces procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

### CHAPITRE V. — *Correspondance*

Art. 9. La correspondance destinée au Comité est adressée ou remise à l'adresse suivante :

Comité Art. 5, loi du 1<sup>er</sup> avril 2007

c/o CBFA

COB

Rue du Congrès 12-14, 1000 Bruxelles.

La correspondance est également envoyée à l'adresse électronique « comite-art5@cbfa.be ».

### CHAPITRE VI. — *Les délibérations et décisions*

Art. 10. Les réunions du Comité se tiennent au siège de la CBFA.

Art. 11. Le Comité ne peut délibérer valablement que si le président et au moins deux représentants des ministres visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, un représentant de la Personne morale, le représentant de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace (ci-après « l'OCAM ») et le représentant de la CBFA sont présents ou représentés.

Si le nombre de membres requis n'est pas atteint et si l'urgence l'exige, le Comité délibère valablement si au moins trois membres sont présents. La présence du président ou du vice-président, d'un représentant de la Personne morale et d'un représentant des ministres est en tout cas requise. Dans ce cas, l'urgence est constatée et motivée dans le procès-verbal.

Un membre ne peut représenter plus d'un autre membre. La procuration doit être datée et signée par le membre représenté.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Le Comité peut se faire assister par des experts.

§ 2. Pour des questions techniques précises qui demandent une compétence particulière, un membre peut demander de se faire assister par un expert. La demande doit être adressée préalablement au président, qui se prononce sur la présence de l'expert.

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Les décisions contiennent et portent mention des éléments suivants au moins :

- 1) le cas échéant, la qualité du demandeur;
- 2) la date de la réunion au cours de laquelle le Comité a statué;
- 3) la motivation de la décision;
- 4) les possibilités de recours.

Les décisions sont signées par le président et le rapporteur visé à l'article 5.

Une copie de la publication au *Moniteur belge* est transmise pour information au demandeur, à la Personne morale et aux représentants visés à l'article 4, § 5, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, abstentions non comprises. Toute décision requiert l'accord d'un représentant de la Personne morale et d'un représentant des ministres.

Art. 4. Er wordt, ten laste van de Commissie voor het Bank-, Financieel en het Assurantiewezen (verder afgekort als CBFA), een forfaitaire vergoeding van 200 euro per vergadering van het Comité toegekend aan de voorzitter.

### HOOFDSTUK III. — *De verslaggever*

Art. 5. De vertegenwoordiger van de CBFA, die een raadgebende stem heeft, oefent binnen het Comité de functie van verslaggever uit.

De verslaggever zorgt ervoor dat het Comité over alle elementen beschikt om tot een gemotiveerde beslissing te kunnen komen. Met dat doel kan hij, overeenkomstig artikel 19, alle dienstige inlichtingen en documenten op verzoek van de voorzitter of het Comité opvragen.

De verslaggever ondertekent samen met de voorzitter de beslissingen van het Comité.

### HOOFDSTUK IV. — *Het secretariaat*

Art. 6. Een secretaris wordt benoemd op voorstel van de voorzitter. Het secretariaat staat onder het gezag van de voorzitter.

Art. 7. Het secretariaat wordt belast met de voorbereiding van de dagorde en het opstellen van de notulen. De notulen worden bewaard op de zetel van de CBFA.

Art. 8. Er worden notulen opgesteld van de zittingen van het Comité. Na hun goedkeuring worden de notulen van de zittingen getekend door de voorzitter en de secretaris.

### HOOFDSTUK V. — *Briefwisseling*

Art. 9. De briefwisseling bestemd voor het Comité moeten worden gezonden of worden afgegeven aan :

Comité Art. 5, wet van 1 april 2007

p/a CBFA

COB

Congresstraat 12-14, 1000 Brussel.

De briefwisseling wordt eveneens gestuurd naar « comite-art5@cbfa.be »

### HOOFDSTUK VI. — *De beraadslagen en de beslissingen*

Art. 10. De vergaderingen van het Comité hebben plaats op de zetel van de CBFA.

Art. 11. Het Comité kan slechts geldig beraadslagen indien de voorzitter en ten minste twee vertegenwoordigers van de ministers, bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 1 april 2007, één vertegenwoordiger van de Rechtspersoon, de vertegenwoordiger van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (verder afgekort als OCAD) en de vertegenwoordiger van de CBFA aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Indien het vereist aantal leden niet wordt bereikt, en de hoogdringendheid zulks vereist, kan het Comité geldig beraadslagen in aanwezigheid van ten minste drie aanwezige of vertegenwoordigde leden. De aanwezigheid van de voorzitter of de vice-voorzitter, een vertegenwoordiger van de Rechtspersoon en een vertegenwoordiger van de ministers is in elk geval vereist. In dat geval wordt de hoogdringendheid vastgesteld en gemotiveerd in het verslag.

Een lid kan slechts één volmacht ontvangen. De volmacht dient gedeputeerd te worden en ondertekend door het vertegenwoordigde lid.

Art. 12. § 1. Het Comité kan zich laten bijstaan door deskundigen.

§ 2. Voor precieze technische kwesties die een bijzondere bekwaamheid vereisen, kan een lid vragen dat hij zich kan laten bijstaan door een deskundige. De vraag dient voorafgaandelijk aan de voorzitter meege-deeld te worden. De voorzitter beslist over de aanwezigheid.

Art. 13. § 1. De beslissingen bevatten en vermelden ten minste :

- 1) in voorkomend geval de hoedanigheid van de aanvrager;
- 2) de datum van de vergadering van de beslissing;
- 3) de motivering van de beslissing;
- 4) de beroeps mogelijkheden.

Zij worden door de voorzitter en de verslaggever, bedoeld in artikel 5, getekend.

Een kopie van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* wordt ter informatie meegedeeld aan de aanvrager, aan de Rechtspersoon en aan de vertegenwoordigers, bedoeld in artikel 4, § 5, van de wet van 1 april 2007.

§ 2. De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden genomen, onthoudingen niet inbegrepen. Elke beslissing noodzaakt de instemming van één vertegenwoordiger van de Rechtspersoon en de instemming van één vertegenwoordiger van de ministers.

Si, après trois votes effectués au cours de réunions différentes, les représentants susdits n'ont pas marqué leur accord sur la décision proposée, il est pris une décision à la majorité simple des membres présents ou représentés, abstentions non comprises.

En cas parité des votes, la demande ou la proposition est rejetée.

Pour le calcul de la majorité, il n'est pas tenu compte de la voix consultative du représentant de la CBFA.

### § 3 Le Comité peut publier ses décisions.

Art. 14. Le Comité délibère et vote après avoir examiné la demande, les rapports et/ou les documents que possède le Comité.

## TITRE II. — Demande de reconnaissance d'un événement comme relevant du terrorisme et instruction de la demande

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Demande de reconnaissance*

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance est signée et contient ou mentionne pour chacun des demandeurs :

- le nom, la qualité, l'adresse et l'adresse e-mail du demandeur;
- les raisons pour lesquelles l'événement répond à la définition de terrorisme donnée par la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007;
- les données que possède le demandeur et qui sont nécessaires au Comité pour prendre des décisions en connaissance de cause;
- un inventaire des pièces jointes, lesquelles doivent toutes être numérotées conformément à cet inventaire.

§ 2. De la demande émanant d'un membre de la Personne morale il doit ressortir en outre que :

- la demande concerne un risque belge;
- le contrat d'assurance ne couvre pas exclusivement les dommages causés par le terrorisme;
- le contrat d'assurance ne couvre pas de corps de véhicules ferroviaires, de corps de véhicules aériens, de corps de véhicules maritimes, la responsabilité civile de véhicules ferroviaires, de véhicules aériens ou de véhicules maritimes;
- le contrat d'assurance ne couvre pas la responsabilité conformément à la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire ou les dommages à une installation nucléaire telle que définie dans la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

§ 3. Le membre de la Personne morale communique la (les) branche(s) d'assurance concernées ainsi que les données requises pour l'application de l'article 24.

§ 4. Lors d'une demande introduite par au moins trois membres, si des données visées au §§ 2 ou 3 manquent ou si l'identité de(s) (l') assureur(s) concerné(s) n'est pas connue, la demande est également adressée à la Personne morale. La Personne morale communique les données dont elle dispose.

§ 5. Le Comité peut recourir à un ou plusieurs questionnaires pour recueillir des renseignements.

### CHAPITRE II. — *Instruction de la demande*

#### Section I<sup>re</sup>. — Disposition générale

Art. 16. Le représentant de la CBFA, qui dispose d'une voix consultative, rédige un rapport préliminaire à l'attention du Comité. Ce rapport vise à préparer la décision du Comité. Il contient en tout cas les éléments qui doivent être examinés conformément au présent règlement d'ordre intérieur et la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007.

Le rapporteur peut procéder à des devoirs d'instruction complémentaires à la demande du président ou du Comité conformément à l'article 5.

#### Section II. — Des mesures préalables

Art. 17. § 1<sup>er</sup>. Les demandes qui concernent un même événement sont regroupées en vue d'une instruction et d'une délibération communes.

#### § 2. Le rapporteur vérifie si la demande répond à l'article 15.

Si la demande n'est pas conforme à l'article 16 le rapporteur invite le demandeur à compléter le dossier.

Art. 18. Le représentant de l'OCAM examine si l'événement répond ou non à la définition de terrorisme donnée à l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007. Il rend un avis sur la base des conclusions de son examen.

Indien na drie stemmingen in verschillende vergaderingen geen instemming bekomen wordt van voormalde vertegenwoordigers, wordt een beslissing genomen bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden, onthouding niet inbegrepen.

Bij staking van stemmen is de aanvraag of het voorstel verworpen.

Voor het berekenen van de meerderheid wordt geen rekening gehouden met de raadgevende stem van de vertegenwoordiger van CBFA.

#### § 3 Het Comité kan zijn beslissingen bekendmaken.

Art. 14. Het Comité beraadslaagt en stemt na de aanvraag, de verslagen en/of de documenten in het bezit van het Comité onderzocht te hebben.

## TITEL II. — Aanvraag tot erkenning van een gebeurtenis als terrorisme en onderzoek

### HOOFDSTUK I. — *Aanvraag tot erkenning*

Art. 15. § 1. De aanvraag tot erkenning wordt ondertekend door alle aanvragers en bevat voor elk van de aanvragers :

- de naam, hoedanigheid, adres en e-mail-adres van de aanvrager;
- de motivering waarom de gebeurtenis beantwoordt aan de definitie van terrorisme, zoals bedoeld in de wet van 1 april 2007;
- de gegevens, in het bezit van de aanvrager, die het Comité toelaten met kennis van zaken te beslissen;
- een inventaris van de bijgevoegde stukken, die alle overeenkomstig die inventaris genummerd moeten zijn.

§ 2. Uit de aanvraag van een lid van de Rechtspersoon, dient bovendien te blijken dat :

- de aanvraag een Belgisch risico betreft;
- de verzekeringsovereenkomst niet uitsluitend terrorisme dekt;
- de verzekeringsovereenkomst geen betrekking heeft op casco rollend spoorwegmateriaal, luchtvaartcasco, casco zeeschepen, de burgerlijke aansprakelijkheid van spoorwegmateriaal, luchtvaartuigen en zeeschepen;
- de verzekeringsovereenkomst geen betrekking heeft op de verzekeringsovereenkomsten die de aansprakelijkheid overeenkomstig de wet van 22 juli 1985 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie dekken of op de verzekeringsovereenkomsten die de schade aan een kerninstallatie, zoals gedefinieerd in de wet van 22 juli 1985 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie dekken.

§ 3. Het lid van de Rechtspersoon deelt de verzekeringstak(ken) die betrokken zijn mee, evenals de gegevens vereist voor de toepassing van artikel 24.

§ 4. Indien een aanvraag door ten minste drie leden van het Comité wordt ingediend en de gegevens bedoeld in §§ 2 of 3 ontbreken of de identiteit van de betrokken verzekeraar(s) niet gekend is (zijn), wordt de aanvraag eveneens gericht aan de Rechtspersoon. De Rechtspersoon deelt de gegevens die hij bezit mee.

§ 5. Het Comité kan voor het bekomen van inlichtingen gebruik maken van één of meer vragenlijsten.

### HOOFDSTUK II. — *Het onderzoek*

#### Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 16. De vertegenwoordiger van de CBFA met raadgevende stem maakt een voorafgaand verslag op voor het Comité. Dit verslag beoogt de voorbereiding van de beslissing van het Comité. Het bevat in elk geval de elementen die overeenkomstig dit huishoudelijk reglement en de wet van 1 april 2007 dienen onderzocht te worden.

Op verzoek van de voorzitter of van het Comité kan de verslaggever bijkomende onderzoeken verrichten overeenkomstig artikel 5.

#### Afdeling II. — De voorafgaande maatregelen

Art. 17. § 1. De aanvragen die betrekking hebben op dezelfde gebeurtenis worden, met het oog op een gezamenlijk onderzoek en een gezamenlijke beraadslaging, samengevoegd.

§ 2. De verslaggever gaat na of de aanvraag beantwoordt aan artikel 15.

Indien de aanvraag niet beantwoordt aan artikel 15 verzoekt hij de aanvrager het dossier te vervolledigen.

Art. 18. De vertegenwoordiger van OCAD onderzoekt of de gebeurtenis kan beantwoorden aan de definitie van terrorisme, bedoeld in artikel 2 van de wet van 1 april 2007. Op basis van de resultaten van zijn onderzoek formuleert hij een advies.

*Section III.* — De l'instruction, par le rapporteur, de la demande de reconnaissance de l'événement comme relevant du terrorisme

Art. 19. En vue de rédiger son rapport, le rapporteur correspond directement avec toute personne physique et morale afin d'obtenir des renseignements et documents utiles.

Les membres du Comité reçoivent le rapport. Sauf cas de force majeure, le rapport est transmis aux membres quatre jours avant la séance.

Art. 20. La demande et l'avis du représentant de l'OCAM sont joints au rapport par le rapporteur.

Le rapport du rapporteur se prononce en tous les cas sur les éléments suivants :

- la recevabilité de la demande;
- le regroupement de différentes demandes;
- la conformité de l'événement à la définition donnée à l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, telle que conseillé par le représentant de l'OCAM;
- l'opportunité de considérer plusieurs événements comme constituant un seul événement, en application de l'article 6, § 3, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007;
- la conformité de l'événement aux critères fixés en exécution de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007.

Art. 21. § 1<sup>er</sup>. Si le rapport établit que la demande concerne un événement visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, le rapporteur envoie son rapport aux membres du Comité. Ceux-ci font part par écrit de leur accord ou de leur désaccord avec le rapport.

§ 2. Le Comité délibère au cours du premier trimestre de l'année civile qui suit l'événement.

**TITRE III. — Fixation du pourcentage d'indemnisation (article 6, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007)**

Art. 22. Sans préjudice de l'article 26, les membres de la Personne morale fournissent au Comité, au moins tous les six mois et chaque fois que cela leur est demandé, toutes les données qui lui permettent de prendre des décisions en connaissance de cause.

Le Comité peut notamment demander aux membres de la Personne morale de ventiler les données par branche(s) d'assurance, par type de dommage (dommages à des personnes, dommages aux biens, dommages corporels, dommages matériels, dommages moraux, etc.), selon la nature des données (indemnité payée, indemnité établie, provisions d'ouverture, provisions totalement calculées), selon d'autres critères ou selon une combinaison de critères.

Sur la base de ces données, la Personne morale recommande un pourcentage à retenir. Elle motive sa position et la communique au Comité.

**TITRE IV. — Décisions en exécution de l'article 7, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007**

Art. 23. La Personne morale fournit au Comité toute donnée permettant au Comité soit de déterminer si le montant visé à l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 suffit ou non à indemniser l'ensemble des dommages subis, soit de déterminer qu'il ne dispose pas d'éléments suffisants pour déterminer si le montant précité suffit ou non.

Si la Personne morale juge que l'on peut déduire, sur la base des données susdites, que le montant visé à l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 ne suffit pas ou que l'on ne dispose pas d'éléments suffisants pour déterminer si le montant précité suffit ou non, elle en informe le Comité. Elle motive sa point de vue.

**TITRE V. — Décisions relatives à la détermination des critères liés à la notion d'événement (article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007)**

Art. 24. Sans préjudice de l'article 26 les membres de la Personne morale fournissent au Comité toute donnée utile permettant, conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, de déterminer si plusieurs événements doivent être considérés comme constituant un seul événement ou, en exécution de l'article 6, § 3, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, de définir des critères sur la base desquels les événements sont imputés à une année civile particulière.

La personne morale rend, sur les données visées à l'alinéa précédent, un avis motivé au Comité.

*Afdeling III.* — Het onderzoek door de verslaggever met betrekking tot de erkenning van de gebeurtenis als terrorisme

Art. 19. Met het oog op het opmaken van dat verslag voert de verslaggever rechtstreeks briefwisseling met alle natuurlijke of rechts-personen om dienstige inlichtingen en documenten te bekomen.

De leden van het Comité ontvangen het verslag. Behoudens overmacht wordt het verslag vier dagen vóór de zitting aan de leden overgemaakt.

Art. 20. De aanvraag en het advies van de vertegenwoordiger van de OCAD worden bij het verslag gevoegd.

Het verslag van de verslaggever adviseert in elk geval over de volgende punten :

- de ontvankelijkheid van de aanvraag;
- de samenvoeging van verschillende aanvragen;
- het beantwoorden van de gebeurtenis aan de definitie, bedoeld in artikel 2 van de wet van 1 april 2007, zoals geadviseerd door de vertegenwoordiger van de OCAD;
- het feit of meerdere gebeurtenissen, in uitvoering van artikel 6, § 3, van de wet van 1 april 2007, dienen beschouwd te worden als één gebeurtenis;
- het al dan niet beantwoorden van de gebeurtenis aan de criteria vastgesteld in uitvoering van artikel 6, § 1, tweede lid, van de wet van 1 april 2007.

Art. 21. § 1. Indien het verslag stelt dat de aanvraag betrekking heeft op een gebeurtenis, bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, van de wet van 1 april 2007, stuurt de verslaggever zijn verslag naar de leden van het Comité. De leden van het Comité delen schriftelijk mee of zij akkoord gaan met het verslag.

§ 2. Het Comité beraadslaagt in het eerste trimester van het kalenderjaar dat volgt op de gebeurtenis.

**TITEL III. — Bepaling van het percentage van de schadevergoeding (artikel 6, § 2, wet van 1 april 2007)**

Art. 22. Onverminderd artikel 26 verstrekken de leden van de Rechtspersoon, ten minste om de zes maanden en telkens als erom verzocht wordt, aan het Comité alle gegevens die het Comité toelaten met kennis van zaken het percentage van de schadevergoeding te kunnen bepalen.

Het Comité kan onder meer vragen de gegevens op te splitsen op basis van één of meerdere verzekeringstakken, op basis van het soort schade (schade aan personen, schade aan goederen, lichamelijke schade, stoffelijke schade, morele schade,...), van de aard van de gegevens (uitgekeerde schadevergoeding, vaststaande schadevergoeding, openingsvoorzieningen, volledig berekende voorzieningen,...) of andere criteria of een combinatie van criteria.

Op basis van de aldus verzamelde gegevens adviseert de Rechtspersoon het percentage dat dient weerhouden te worden. Hij motiveert zijn standpunt en deelt het mee aan het Comité.

**TITEL IV. — Beslissingen in uitvoering van artikel 7, § 2, wet van 1 april 2007**

Art. 23. De Rechtspersoon bezorgt aan het Comité alle gegevens die het Comité toelaten te oordelen of het bedrag bedoeld in artikel 3 van de wet van 1 april 2007 onvoldoende is voor het vergoeden van alle geleden schade of dat het Comité over onvoldoende elementen beschikt om te oordelen of voormeld bedrag onvoldoende is.

Indien de Rechtspersoon van oordeel is dat uit de gegevens kan afgeleid worden dat het bedrag bedoeld in artikel 3 van de wet van 1 april 2007 onvoldoende is of er onvoldoende elementen ter beschikking zijn om te oordelen of voormeld bedrag onvoldoende is, deelt hij dit mee. Hij motiveert zijn standpunt.

**TITEL V. — Beslissingen inzake de bepaling van de criteria in verband met het begrip gebeurtenis (artikel 9 wet van 1 april 2007)**

Art. 24. Onverminderd artikel 26 bezorgen de leden van de Rechtspersoon aan het Comité alle nuttige gegevens die toelaten om, overeenkomstig artikel 9 van de wet van 1 april 2007, te oordelen of meerdere gebeurtenissen dienen beschouwd te worden als één gebeurtenis of om in uitvoering van artikel 6, § 3, van de wet van 1 april 2007 criteria te bepalen op basis waarvan de gebeurtenissen aan een bepaald kalenderjaar worden toegerekend.

De Rechtspersoon deelt zijn gemotiveerd advies over de gegevens, bedoeld in het vorige lid, mee aan het Comité.

Art. 25. Le rapporteur rédige un rapport sur la base des données reçues. Ce rapport intègre les données précitées et les avis de la Personne morale et du représentant de l'OCAM. Le rapporteur communique son rapport aux membres du Comité. Si nécessaire, il peut au préalable demander des données complémentaires aux personnes, visées à l'article 19, et conformément à cet article.

#### TITRE VIII. — Disposition finale

Art. 26. Les données visées aux articles 22 et 24 qui doivent être communiquées par un membre de la Personne morale peuvent également l'être par la Personne morale. Les données fournies font apparaître quels membres de la Personne morale elles concernent.

Le mode d'échange de données et le contenu des données peuvent faire l'objet d'une convention entre le Comité et la Personne morale.

L'application du présent article ne porte pas préjudice à la faculté du président ou la personne désignée dans le règlement d'ordre intérieur de prendre contact directement avec les membres de la Personne morale pour obtenir ou commenter des données.

Art. 25. De verslaggever maakt op basis van de verkregen inlichtingen een verslag. Hij neemt voormelde gegevens en de adviezen van de Rechtspersoon en de vertegenwoordiger van het OCAD op in zijn verslag. Hij deelt het verslag mee aan de leden van het Comité. Hij kan voorafgaand eventueel bijkomende gegevens vragen aan de personen, bedoeld in en overeenkomstig artikel 19.

#### TITEL VIII. — Slotbepaling

Art. 26. De gegevens, bedoeld in de artikelen, 22 en 24 die dienen meegedeeld worden door een lid van de Rechtspersoon kunnen eveneens meegedeeld worden door de Rechtspersoon. Uit de verstrekte gegevens blijkt op welke leden van de Rechtspersoon zij betrekking hebben.

De wijze van gegevensuitwisseling en de inhoud van de gegevens kunnen het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen het Comité en de Rechtspersoon.

De toepassing van dit artikel verhindert niet dat de voorzitter of de het huishoudelijke reglement aangeduid persoon rechtstreeks contact opnemen met de leden van de Rechtspersoon voor het bekomen of toelichten van de gegevens.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2009 — 2799 [C — 2009/14197]

**12 JUILLET 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 juin 2004 réglementant les licences civiles de pilote d'hélicoptères**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juillet 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup> modifié par la loi du 2 janvier 2001;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 2004 réglementant les licences de pilote d'hélicoptères;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.161/4 donné le 23 mars 2009;

Considérant la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, et approuvée par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe 1<sup>re</sup>;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 juin 2004 réglementant les licences civiles de pilote d'hélicoptères sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> La définition « hélicoptère multipilote » est remplacée comme suit :

« Hélicoptère multipilote : type d'hélicoptère requis d'être piloté avec un copilote comme spécifié dans le manuel de vol, le certificat de transport aérien ou un document équivalent. »

2<sup>o</sup> Dans la première phrase de la définition « copilote » les mots « aéronef certifié pour être piloté par un équipage d'au moins 2 pilotes ou lorsque la présence d'au moins 2 pilotes est requise par la réglementation opérationnelle. » sont remplacés par les mots « hélicoptère multipilote. »

3<sup>o</sup> Entre la définition « copilote » et la définition « planeur avec dispositif d'envol incorporé (TMG) » sont insérées deux définitions rédigées comme suit :

« Opération multipilote : opération approuvée par la Direction générale Transport aérien requérant au moins 2 pilotes, travaillant en équipage sur un hélicoptère multipilote. »

« Opération monopilote : opération exécutée par un seul pilote. »

4<sup>o</sup> La définition « temps de vol » est remplacée comme suit :

« Temps de vol : total du temps entre le moment où les pales du rotor de l'hélicoptère commencent à tourner jusqu'au moment où l'hélicoptère s'immobilise et les pales du rotor s'arrêtent. »

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2009 — 2799 [C — 2009/14197]

**12 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 juni 2004 tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van helikopters**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5, § 1, gewijzigd bij de wet van 2 januari 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 2004 tot regeling van burgerlijke vergunningen van bestuurder van helikopters;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.161/4, gegeven op 23 maart 2009;

Overwegende het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944, en goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947, inzonderheid bijlage 1;

Op de voordracht van de Eerste Minister en de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit van 21 juni 2004 tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van helikopters worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> De definitie « meerpiloot helikopter » wordt vervangen als volgt :

« Meerpiloot helikopter : helikoptertype dat moet bestuurd worden met een medebestuurder zoals die gespecificeerd wordt in het vlieghandboek, in het bewijs van luchtvaartexploitant of in een gelijkwaardig document. »

2<sup>o</sup> In de eerste zin van de definitie « medebestuurder » worden de woorden « luchtvaartuig gecertificeerd om bestuurd te worden door een bemanning van ten minste 2 bestuurders of wanneer de aanwezigheid van ten minste 2 bestuurders vereist wordt door de operationele reglementering. » vervangen door de woorden « meerpiloot helikopter. »

3<sup>o</sup> Tussen de definitie « medebestuurder » en de definitie « gemotoriseerd zweefvliegtuig (TMG) » worden twee definities ingevoegd, luidende :

« Meerpiloot operatie : operatie goedgekeurd door het Directoraat-generaal Luchtvaart, waarbij ten minste 2 bestuurders, die in onderlinge samenwerking functioneren op een meerpiloot helikopter, vereist zijn. »

« Eenpiloot operatie : operatie die uitgevoerd wordt door één enkele bestuurder. »

4<sup>o</sup> De definitie « vliegtijd » wordt vervangen als volgt :

« Vliegtijd : globale tijd gerekend vanaf het ogenblik dat de rotorbladen van de helikopter beginnen te draaien tot wanneer de helikopter tot stilstand komt en de rotorbladen niet langer draaien. »